

au cours de développements ultérieurs, elles peuvent acquérir de la chair et du sang et conduire à des conclusions politiques diamétralement opposées.»

Cette introduction n'est pas le lieu où nous procéderons à ce débat, nous ne ferons ici que quelques brèves remarques. La généralisation théorique de Modzelewski et Kuron se base sur un fait réel, l'omnipotence de la bureaucratie politique centrale dans les Etats comme la Pologne. Mais, cette omnipotence ne fait pas d'elle un propriétaire collectif. Les auteurs de la « lettre ouverte » y reconnaissent que, dans ces pays, il n'y a pas des marchés des moyens de production (en dehors de la force de travail des ouvriers), que la bureaucratie n'achète pas à elle-même ses moyens de production, qu'elle en dispose à sa guise. Elle en dispose, le terme est excellent. La propriété étatique et la planification ne suffisent pas à qualifier une société de socialiste, mais elles ne font pas non plus d'un groupe aussi restreint que la bureaucratie politique centrale le propriétaire des moyens de production dans la période où, pour des raisons conjoncturelles déterminées, il dispose quasiment sans contrôle de ceux-ci. A notre avis, Modzelewski et Kuron commettent une confusion similaire, mutadis mutandis, à celle que font ceux qui, dans le capitalisme des monopoles, présentent les managers comme une classe opposée aux actionnaires. La fonction de gestion s'est dissociée de celle de propriété, elle ne l'a pas supprimée. Les managers sont des capitalistes, tout aussi bien que les actionnaires. On ne peut de même opposer socialement la bureaucratie politique centrale aux technocrates. En Union Soviétique et dans les autres Etats d'Europe Orientale, il faut aussi noter que les technocrates ne demandent aucun bouleversement politique profond, aucun remaniement social; leur programme est celui d'un aménagement de l'économie plus à leur profit et d'une garantie de leur statut. De Staline, le plus omnipotent des « bureaucrates politiques » à Kossiguine, un éminent technocrate, il n'y a pas eu de solution de continuité.

Dans leur document, Modzelewski et Kuron déclarent que le régime de la bureaucratie politique centrale a été « objectivement utile » pendant un certain temps quand la Pologne, à la sortie de la guerre, a commencé son édification économique mais qu'en moins de dix ans il est devenu pernicieux pour le développement des forces productives, les intérêts de cette bureaucratie politique étant contraires à ceux de l'immense majorité de la population. L'histoire n'a jamais donné d'exemple d'une classe dirigeante qui soit en quelques années devenue un frein ou un obstacle au développement des forces productives. Il s'agit bien là d'une couche sociale portée au pouvoir dans des circonstances exceptionnelles — exerçant en raison de celles-ci une dictature économique et politique qui n'a aucune légitimité historique et dont « l'utilité » temporaire est très sujette à discussion.

★ ★

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que Ludwik Haas a été libéré, fin août-début septembre, pour raisons de santé. Mais tous les autres condamnés sont encore en prison.

Les arrestations et les condamnations ont soulevé beaucoup d'émotion dans l'intelligentsia et dans la jeunesse universitaire polonaise. Les correspondants de la presse étrangère à Varsovie l'ont